

Une idée pour la France : quand des patients offrent des consultations d'ostéopathie

Publié le 05/04/2021 15:59

Durée de la vidéo : 6 min.



V. Heurtel, F. Simoes, P. Ngankam - France 2
France Télévisions

13 Heures
Édition du lundi 5 avril 2021

La rubrique "une idée pour la France" du 13 Heures de France 2, vous emmène à Rennes (Ille-et-Vilaine) où un infirmier a eu une idée permettant aux sans-abris d'accéder aux soins d'ostéopathie.

Direction Rennes (Ille-et-Vilaine), lundi 5 avril, pour la rubrique "[Une idée pour la France](#)". Un infirmier a noué un partenariat avec l'Institut d'ostéopathie de la ville afin de permettre aux sans-abris d'accéder aux soins d'ostéopathie, un service "qui coûte cher" et qui "n'est pas pris en charge par la sécurité sociale", comme l'explique Valérie Heurtel, journaliste France Télévisions, sur le plateau du 13 Heures. "J'appelle l'école d'ostéopathie pour savoir s'ils ont à disposition des consultations suspendues. Si c'est le cas, on prend un rendez-vous", détaille l'homme ayant lancé cette idée.

Un concept inspiré du café suspendu napolitain

Un concept venu de Naples (Italie). Là-bas, les Napolitains ont inventé le café suspendu. Le principe ? Au bar, le client paye deux cafés : un pour lui, l'autre pour offrir aux plus démunis. C'est cette solidarité qui a inspiré Gaël Planchet, infirmier au restaurant social Leperdit du CCAS de Rennes, ayant notamment soigné Mamadou Baldé, demandeur d'asile ayant fait une chute en vélo, ou encore Mahjoub Sibah, sans-abri. La consultation suspendue est "basée sur la solidarité entre patients, explique Hakim Mhadhbi, responsable de la clinique de l'Institut d'ostéopathie de Rennes. Les patients qui viennent nous voir peuvent s'ils le souhaitent faire un don. Dès que 10 euros est atteint dans cette urne, cela entraîne une consultation en attente". "Le concept peut s'appliquer à tout. (...) A Lille, il y a même des cornets de frites suspendus", conclut Valérie Heurtel sur le plateau du 13 Heures.

flash info



Covid-19 : "des attaques informatiques" perturbent l'enseignement à distance, selon Jean-Michel Blanquer